

Le nouveau sentier de la guerre des Amérindiens Ojibwa

Depuis quelques décennies, on assiste selon les analystes à un véritable soulèvement des traditionalismes autochtones en Amérique. Ces derniers se sont donné pour mission de sensibiliser leurs peuples à la nécessité d'un retour à la spiritualité et aux pratiques religieuses traditionnelles. Ainsi voyons-nous depuis quelques années réapparaître certains cultes que l'on croyait oubliés. Mais ce mouvement de réémergence, raconté avec délectation par des ethnologues passionnés par les cultures « authentiques », masque des réalités parallèles contradictoires. De fait, en Occident, l'image d'un Amérindien anticapitaliste, figure d'une spiritualité originelle, en harmonie avec la nature, n'a pas fini de réduire ces populations à la réalité que leur attribue la culture blanche.

Olivier Servais

Mouvements zapatistes du Chiapas, groupes Aymaras luttant contre les privatisations en Bolivie, ou encore Ojibwa du Wisconsin s'opposant à l'accaparement de ressources minières par la société Exxon, ces images, emblématiques d'une opposition quasi dichotomique avec l'économie de marché, inondent nos imaginaires contemporains. Cependant, souvent détachées des réalités sociologiques, elles ne font pas toujours droit à la complexité des situations, et surtout à l'ambiguïté profonde des rapports entre communautés autochtones et système capitaliste. Certes

cette lutte correspond à des réalités empiriquement observables, mais celles-ci ne résument jamais à elles seules les positionnements autochtones sur la question.

Le cas des Amérindiens Ojibwas des États-Unis est symptomatique de cette situation ambiguë. Depuis les années soixante, ces populations furent pionnières en matières de préservation des droits des Amérindiens. Dans ces années-là, ils fondèrent à cette fin l'American Indian Movement, le principal groupe de pression indien aux États-Unis. De nombreuses affaires furent ainsi portées

devant les tribunaux, et les Ojibwa se bâtirent une solide image de « résistance » autochtone, notamment dans le cadre de la contre-culture américaine. Récemment encore, cette opposition s'est manifestée dans les communautés de Mole Lake et du Lac du Flambeau contre des entreprises minières.

Mais ces Amérindiens du Michigan, du Wisconsin ou du Minnesota, n'adoptent pas pour autant une attitude unilatéralement opposée au mercantilisme américain. Ce sont parfois des touches ténues qui trahissent une autre posture. La communauté de Keweenaw Bay sur son site internet (<<http://www.ojibwa.com/>>) signale, par exemple, discrètement un appel clair par la dénomination, d'une de ces rubriques: *Doing Business with The Tribe*. Mais l'élément le plus visible de ce positionnement autre, est sans conteste la prolifération des casinos indiens.

Ce phénomène n'est pas neuf, mais depuis une quinzaine d'années, il a subi une accélération massive à la suite d'une nouvelle législation fédérale: l'Indian Gaming Regulatory Act (Igra). Le 17 octobre 1988, le gouvernement américain a décrété la normalisation des jeux de hasard en territoires indiens, autorisant de ce fait les nations indiennes fédéralement reconnues à développer ces jeux sur leurs terres.

Cette législation était une réponse à deux décisions de cour d'état (Seminole 1979 et Cabazon 1987) qui avaient affirmé le droit des communautés indiennes à organiser ces jeux en dehors des limitations et des règlements imposés à de telles activi-

tés par la loi des États. L'apparition de l'Igra a entraîné une phénoménale expansion des jeux indiens à travers tous les États-Unis, bien au-delà des prospectives de ces promoteurs. Ainsi, alors qu'en 1988 il y avait seulement environ septante établissements tribaux de petite taille, leur nombre a grimpé jusqu'à atteindre plus de trois-cent-vingt aujourd'hui. Et certains d'entre eux s'avèrent maintenant de véritables casinos géants, hautement profitables. Actuellement, environ 60 % des trois-cent-trente-neuf tribus des États-Unis détiennent actuellement un ou plusieurs équipements de jeu.

LE NOUVEAU BISON

Cette expansion, s'observe également dans la croissance considérable des revenus des jeux de hasards pour les communautés. D'environ 212 millions de dollars en 1988, on est passé à presque 13 milliards en 2001. En outre, comme ces entreprises ne sont pas considérées comme des jeux commerciaux privés mais des établissements tribaux (donc publics), elles ne sont pas sujettes à imposition. Dès lors, même pour des communautés isolées, dans des zones éloignées, les casinos constituent très souvent la source de revenu principale pour le budget tribal. Par conséquent, le jeu d'argent est considéré par beaucoup de réserves comme le symbole de l'avenir, après des décennies ou même des siècles de pauvreté et de perspectives économiques sombres. Cela permet de comprendre pourquoi on le désigne métaphoriquement aujourd'hui chez les Amérindiens des plaines comme le nouveau bison.

Chez les Ojibwa, le nombre de ce type d'établissements a littéralement explosé. On ne compte plus les sites de jeu dans les réserves, dont les façades virtuelles ont fortement accru leur présence sur la toile. Le casino de la communauté de Baraga au Michigan, 3 200 Indiens inscrits, est particulièrement caractéristique de cette folie du jeu. La maison de jeux est ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre. C'est un établissement de deux-mille mètres carrés avec quatre-cents machines à sous et douze tables de jeux. En outre, il comprend un hôtel de quarante-deux chambres et un restaurant. La communauté possède un second établissement en dehors de la réserve à environ vingt-cinq kilomètres. Et pourtant nous sommes en pleine zone rurale, loin de grandes mégapoles américaines. Des partenariats avec des grandes entreprises américaines du jeu sont en outre élaborés et permettent, entre autres, d'utiliser l'image du jeu indien en dehors des réserves. C'est donc à une véritable offensive nationale du jeu de hasard que contribuent les dynamiques amérindiennes.

TRADITION ET MODERNITÉ SE RENFORCENT CONJOINTEMENT

L'argent gagné de la sorte reste du ressort de la communauté. La plupart des gouvernements tribaux ont utilisé leurs revenus du jeu pour mettre en œuvre un certain nombre de mesures sociales et économiques. On a construit des écoles, des hôpitaux, des centres communautaires, des musées, des centres de soin de jour pour les aînés, et un ensemble d'autres infrastructures, dans les réserves. Outre

les gains financiers, l'établissement de jeu a induit, dans une large part des réserves à casino, une régression massive du chômage et, subséquemment, de la pauvreté.

Mais cet essor capitaliste a surtout permis d'accroître l'autonomie des communautés et, paradoxalement, renforcé directement et ouvertement le développement des mouvements traditionalistes. Ce renforcement ne s'est pas produit par opposition au casino, mais par un soutien direct de ces groupements par les établissements de jeux. De fait, bien des « bandes » ont pu investir une partie des sommes gagnées dans des projets culturels. Par exemple, la conservation ou la revitalisation de leur langue maternelle, des programmes spéciaux, des écomusées, etc, ces créations culturelles contribuant pour leur part à accroître l'attrait de la réserve et dès lors à attirer de nouveaux clients pour les casinos. À l'opposé d'un affaiblissement mutuel, traditionalismes et modernité se renforcent donc conjointement.

Il va de soi toutefois que ces bouleversements récents ne sont pas sans poser des problèmes. De fait, au-delà du pragmatisme amérindien outrancier que révèle cette gestion du jeu, l'émergence d'un tel phénomène a créé de nouveaux conflits. Plusieurs communautés ont écarté cette pratique comme moyen de développement économique et d'autonomisation tribale. Car les confrontations semblent avoir surgi à plusieurs niveaux.

DE NOUVEAUX CONFLITS INTERNES

Du point de vue intratribal, la question centrale a souvent été de savoir si le jeu représente une solution utile et raisonnable aux problèmes sociaux et économiques de toute la communauté. Alors que les partisans soulignent les avantages matériels potentiels d'un casino, les adversaires arguent fréquemment du fait que le jeu peut miner les valeurs culturelles et religieuses de la communauté. De manière sous-jacente d'autres arguments sont avancés comme la crainte de la dépendance et la méfiance vis-à-vis des gouvernements tribaux respectifs. Et de fait, ce dernier élément est caractéristique de la situation amérindienne aux États-Unis. Pour les affaires de jeu, on peut mentionner à cet égard de nombreux cas de détournements, de fraudes et de corruptions opérés par des membres de gouvernements autochtones. Ces phénomènes de fraudes ont parfois entraîné des violences dans les réserves. Deux exemples sont révélateurs d'une situation intrinsèquement tendue. D'abord le fait que, d'après la loi, les gouvernements tribaux ne sont pas obligés de rendre compte publiquement de leurs revenus de casino. Par conséquent, il est presque impossible pour des observateurs extérieurs voire pour les membres de la communauté de déterminer combien d'argent a été gagné et où il a été dépensé. Autre problème symptomatique, la question des affiliations. On observe ces dernières années une augmentation manifeste des conflits liés à l'enregistrement de nouveaux Indiens dans la communauté. En effet, les communautés sont libres de

décider de ristourner une partie de leurs recettes de jeu directement à leurs membres. Quelques groupes payent d'ailleurs des sommes colossales. Or, bien entendu, plus le nombre de membres d'une communauté est petit, plus les dividendes seront élevés. J'ai entendu parler de sommes allant même jusqu'à 30 000 ou 40 000 dollars par personne par an. Étant donné les sommes en jeu, il n'est pas étonnant d'avoir vu croître fortement le nombre de demandes d'enregistrement dans ces réserves.

Or, les critères d'enregistrement sont déterminés par chaque communauté indienne. Par conséquent, dans plusieurs d'entre elles, les critères permettant l'inscription dans la réserve sont devenus l'objet de conflits parfois violents (voir en bibliographie le roman de D. Westlake).

Dans un certain nombre de communautés ojibwas, de tels conflits ont cependant pu être évités. Dans la réserve des Mille lacs par exemple, la mise en application d'un processus démocratique avec contrôle, responsabilisation et accès libre à l'information pour les membres, a permis de clairement définir des critères d'acceptabilité pour l'adhésion tribale.

DES PROBLÈMES AVEC LES VOISINS

Mais les conflits autour de ce nouvel enjeu économique, ne s'arrêtent pas aux frontières de la réserve. En effet, avec l'accroissement du nombre d'entreprises indiennes de jeu, la concurrence entre réserves pour les parts de marché se développent. Chez les Ojibwa du Wisconsin et du Minnesota, la situation a parfois sem-

blé tourner à l'affrontement entre communautés. Les relations se sont également tendues avec les populations blanches alentours. Les gouvernements locaux et les résidants se sont régulièrement plaints de l'augmentation du trafic, des attitudes de dépendance au jeu, ou de l'accroissement de l'insécurité. En outre, des conflits ont émergé dans les régions où les populations indiennes ont commencé à utiliser leurs revenus du jeu pour agrandir leur base territoriale.

Pour contrer ces difficultés, une partie des communautés autochtones a tenté d'améliorer ses relations de voisinage. Une fois encore, c'est l'argent des casinos qui permettra de réhabiliter l'Indien. Concrètement, les communautés financent des infrastructures locales, participent à des programmes de répressions du crime ou de la dépendance au jeu, font des dons aux organismes charitables locaux, voire même couvrent les déficits fiscaux qu'entraînent leurs rachats de terres.

Aujourd'hui, le succès économique des casinos indiens semble à même de créer en outre de nouveaux problèmes. Parce qu'il a diffusé l'idée que tous les Indiens étaient devenus riches grâce au jeu, ce phénomène répand une image négative des Amérindiens auprès des populations blanches, et ce jusqu'au Congrès à Washington. Ainsi, actuellement, plusieurs représentants travaillent à supprimer l'aide fédérale envers les communautés indiennes, prétextant que les casinos les suppléent largement. Et la machine juridique américaine est sur le point de déclencher une nouvelle guerre entre blancs et Indiens. Les armes ne sont plus des chevaux et des fusils, mais des avocats, des lobbyistes et des médias. À coup de millions tirés des casinos, les communautés ojibwas fourbissent leur arsenal. ■

Bibliographie sommaire

Alesch D. J., « The impact of Indian casino gambling on metropolitan Green Bay », *Wisconsin Policy Research Institute report*, 1997.

Darian-Smith E., « New Capitalists: Law, Politics, and Identity Surrounding Casino Gaming on Native American Land », *Case Studies on Contemporary Social Issues*, 2004.

Evans M. K., *The economic impact of Indian casino gaming*, Evans Group, 1999.

Liner R. P., *Casino Louisiana. The Impact of the Three Land Based Indian Casinos In Louisiana*, Paperback, 2004.

Rotskowski J., *Le renouveau indien aux États-Unis. Un siècle de reconquête*, Paris, Albin Michel, coll. « Terre indienne », 2001.

Steitz D., « Indian Gaming does the New Buffalo Bring New Conflicts to Indian Country? », colloque de la Société des américanistes de Belgique, 2002.

Thompson W. N., « Casinos and crime in Wisconsin: What's the connection? », *Wisconsin Policy Research Institute report*, 1996.

Westlake D., *Mauvaises nouvelles*, Payot, Rivages/Noirs, 2002.